

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

L/4609

30 novembre 1977

Distribution limitée

PAKISTAN - RENEGOCIATION DE LA LISTE

Décision du 29 novembre 1977

Considérant que le gouvernement pakistanais a informé les PARTIES CONTRACTANTES qu'il a jugé nécessaire de reviser le tarif douanier national par la Loi de Finances de 1977, en raison des difficultés financières du pays et de la nécessité de limiter au minimum le déficit budgétaire, de contenir les tendances inflationnistes de l'économie et de mobiliser des ressources additionnelles au plan national en vue de faire face à des besoins essentiels de développement,

Considérant que la revision du tarif douanier national comporte l'abandon de certains taux consolidés dans la Liste XV annexée à l'Accord général,

Notant que le gouvernement pakistanais a exposé que la revision du tarif a été entreprise pour des raisons fiscales, en dehors de toute préoccupation protectionniste ou commerciale,

Reconnaissant qu'il est souhaitable de maintenir les concessions octroyées sur une base d'avantages mutuels à un niveau qui favorisera des échanges importants et croissants,

Les PARTIES CONTRACTANTES, agissant en conformité des dispositions de l'article XXV, paragraphe 5, de l'Accord général et selon les procédures qu'elles ont adoptées le 1er novembre 1956,

Décident, en raison de ces circonstances exceptionnelles, de suspendre l'application des dispositions de l'article II de l'Accord général dans la mesure nécessaire pour que le gouvernement du Pakistan puisse maintenir en vigueur les taux de droits inscrits dans son tarif douanier révisé en attendant l'achèvement des négociations engagées en vue de modifier ou de retirer des concessions de la Liste XV, sous réserve des conditions suivantes:

1. Le gouvernement du Pakistan engagera promptement des négociations ou des consultations avec les parties contractantes intéressées, conformément aux paragraphes 1 à 3 de l'article XXVIII.

./.

2. La Partie IV de l'Accord général, y compris l'article XXXVI, paragraphe 8, est applicable aux négociations entre le Pakistan et les parties contractantes qui ont accepté le Protocole modifiant l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce par l'insertion d'une Partie IV relative au commerce et au développement; les autres parties contractantes négociant avec le Pakistan acceptent également que le principe énoncé à l'article XXXVI, paragraphe 8, soit applicable aux négociations.
3. Les négociations ou consultations susmentionnées seront terminées au plus tard le 31 décembre 1979.
4. Sans préjuger les résultats finals des négociations ou consultations susmentionnées, les autres parties contractantes auront la faculté de suspendre des concessions négociées primitivement avec le Pakistan, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 de la présente Décision, à compter du 31 décembre 1978 (sous réserve du droit de toute tierce partie contractante ayant un intérêt de principal fournisseur ou un intérêt substantiel, de retirer des concessions substantiellement équivalentes négociées primitivement avec de telles autres parties contractantes).